

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Alfortville, le 19 février 2026

Baromètre des organismes de formation 2025-2026 : une situation de difficultés majeures, aggravée par les coupes budgétaires

En partenariat avec *Recherches et Solidarités*, le Synofdes a lancé en fin d'année un baromètre auprès des organismes de formation de son réseau. Les résultats de cette enquête s'avèrent alarmants pour le secteur de la formation professionnelle. Cette situation touche des organismes de tailles différentes et situés dans une diversité de territoires.

Le Synofdes alerte sur la continuité des activités des organismes de formation :

- **56%** des organismes de formation répondants au baromètre ont déjà été contraints de **réduire ou suspendre** certaines de leurs activités entre 2024 et 2025 ;
- **48%** des répondants ont déjà dû procéder à une **réduction de la masse salariale** en 2025.
- **9%** des répondants envisagent un **dépôt de bilan à court ou moyen terme**.

Les difficultés des organismes sont renforcées par les coupes budgétaires de l'Etat et des collectivités :

- **89% des structures répondantes** indiquent être impactées par les restrictions budgétaires subies par le secteur de la formation professionnelle ;
- **71% des répondants ont vu les financements publics** ou niveaux de prestations annoncés pour 2025 par leurs partenaires ne pas être maintenus en totalité ;
- Parmi les financements les plus affectés, les structures subissent particulièrement une **baisse des financements régionaux** (28% des structures répondantes), ainsi que des financements de **France Travail** (21%) et des **OPCO** (19%).

La « formation professionnelle atteint un point de non-retour », c'est sous ces termes que le Synofdes a dénoncé les mesures du projet de loi de finances 2026 adopté début février. Les résultats du baromètre confirment les préoccupations majeures pour le secteur face aux restrictions budgétaires.

Les publics en sont les premiers impactés, dont les **demandeurs d'emplois** qui subissent les conséquences de ces difficultés **d'après 60% des répondants**, suivis par les salariés (20%)



et les personnes exilées (13%). Pourtant, la formation est un levier essentiel dans la lutte contre le chômage, une priorité affichée par la puissance publique alors que le nombre de demandeurs d'emploi est en nette augmentation.

Elle est aussi l'instrument indispensable du développement des compétences et des certifications essentielles à la performance économique et sociale du pays ainsi qu'à l'attractivité des territoires.

Le Synofdes continue à se mobiliser pleinement avec l'ensemble de ses adhérents et partenaires pour rendre visible cette situation alarmante et préserver un secteur stratégique aujourd'hui en grand danger.

Le Baromètre 2025-2026 du Synofdes a recueilli les retours de 149 organismes de formation sur la base d'un questionnaire réalisé par Recherches et Solidarités (recherches-solidarites.org).

CONTACT MÉDIAS & INSTITUTIONNELS

Mathilde Naud :

mnaud@synofdes.org,

09 72 03 57 08

